



HAL
open science

De l'ONU à l'Union Africaine, impuissance ou indifférence ?

Marc Lavergne

► **To cite this version:**

Marc Lavergne. De l'ONU à l'Union Africaine, impuissance ou indifférence ?. Le magazine de l'Afrique, 2014, 37, pp.52-53. <halshs-01098133>

HAL Id: halshs-01098133

<https://shs.hal.science/halshs-01098133v1>

Submitted on 5 Jan 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

De l'ONU à l'Union Africaine, impuissance ou indifférence ?

Par Marc Lavergne
Directeur de recherche au CNRS
Membre du comité de rédaction

Le magazine de l'Afrique
Avril-mai 2014

L'ONU vient d'annoncer qu'elle pourrait déployer 12 000 hommes en RCA... en novembre prochain ! Aucune réaction ne s'est fait entendre pour souligner le caractère cynique de cette annonce. De qui se moque t-on, en effet alors que chaque jour s'accumulent les morts de civils innocents entre Oubangui et Chari ?

On peut certes concevoir qu'il faille du temps pour réunir des fonds, des soldats et les rendre opérationnels sur le terrain. Mais cette annonce doit être mise en regard de l'annonce similaire de l'envoi - immédiat cette fois-là - , de 12 000 hommes au Soudan du sud, à la suite de la mutinerie des partisans de Riak Machar à Juba le 15 décembre dernier. Quelle explication donner à cette différence de traitement ? Y a t-il une différence de sensibilité face à des crises d'ampleur similaire ? Deux Etats africains voisins, soudain déchirés par des rivalités de pouvoir, et qui risquent de se disloquer. Serait-ce que l'ONU se sentirait vaguement responsable, sinon coupable de la crise au Sud-Soudan, alors que celle de la RCA, aux destinées de laquelle la France préside depuis plus d'un siècle, lui serait plus indifférente ?

Près de soixante dix ans après sa création, le bilan de l'ONU reste entaché de plus de catastrophes que de succès dans la prévention ou la résolution des conflits. Certes, nombre de ces échecs ont pu être imputés à la division de ses membres en deux blocs Est et Ouest, puis aujourd'hui en groupes d'intérêts plus fluctuants. Sans remonter aux origines et à la mort en 1961 dans le ciel africain de Dag Hammarskjöld, l'un des seuls secrétaires généraux qui ait tenté de défendre une morale de l'action face aux intérêts des puissances néocoloniales, il est trop tôt pour oublier la responsabilité morale de celui qui allait devenir son successeur africain, Koffi Annan, chef des opérations de maintien de la paix de l'ONU lors du génocide du Rwanda, et celle du contingent de casques bleus canadiens, restés l'arme au pieds faute d'instructions devant les massacres. La tragédie de Srebrenica, où les casques bleus néerlandais ont assisté impavides à l'exécution prévisible des 9000 défenseurs de Srebrenica, à la veille du démantèlement de la Bosnie...

L'Histoire se répète au Soudan

Cet aspect de la faillite de l'ONU est bien connu, et ne nécessite pas de plus amples développements, même si un voile pudique est soigneusement maintenu sur cette violation systématique de sa propre Charte, et sur l'indifférence de la bureaucratie repue de New York face à ses responsabilités.

En revanche, les crises qui déchirent le soudan et impactent ses voisins depuis une trentaine d'années méritent de retenir l'attention, dans la mesure où la lâcheté ou l'indifférence de l'organisation mère

est doublée par l'incompétence criminelle de ses agences en charge de l'aide humanitaire.

Au Sud-Soudan, c'est en 1989, à la suite du coup d'Etat militari-islamiste du général Omer El Béchir, alors que la guerre fait rage depuis 1983, que l'ONU monte à la demande des Américains l'Opération Lifeline Soudan (OLS). Celle-ci est destinée à acheminer l'aide de la CIA au mouvement rebelle, le SPLM, pour maintenir la pression sur les arrières du pouvoir qui se met en place à Khartoum, sous la direction du Dr Hassan el Tourabi, chantre de la révolution islamique mondiale. Mais sous couvert de protéger la population martyre du Sud soudan, l'aide est ouvertement détournée par les forces combattantes qui y trouvent une source de financement à bon compte ; l'OLS, pour obtenir l'autorisation de survol par Khartoum, partage également son aide entre les forces gouvernementales et les forces du SPLA (Sudan People's Liberation Army). Ce dernier a obtenu de l'ONU le monopole de la distribution de l'aide, sans que les agences n'y aient un droit de regard. L'aide est donc détournée en faveur des soldats et des chefs de guerre du mouvement rebelle, et des clans qui les soutiennent. Et parmi les récipiendaires, ce sont les jeunes hommes, en âge de porter les armes, et les chefs tribaux qui reçoivent l'aide au détriment des véritables nécessiteux : veuves de guerre ayant charge d'enfants et vieillards, rejetés des files d'attente sous les yeux des humanitaires. Les ONG étrangères opérant au Sud-Soudan sont sommées par OCHA (Office for the Coordination of Humanitarian Affairs) de l'ONU, d'adopter une charte léonine concoctée par la « Sudan Relief and Rehabilitation Association » (SRRA, branche humanitaire de la SPLA). Les opérations militaires ont alors pour but principal d'accaparer l'aide alimentaire, et les famines qui se déclenchent périodiquement, comme dans le Bahr el Ghazal durant l'été 1998, n'ont pour cause que les pillages et les détournements effectués avec l'assentiment de l'OLS.

Dans le même temps, l'OLS se garde bien d'aider les villageois des monts Nouba, qui ont pris les armes depuis 1985 aux côtés du SPLA et sont encerclés et affamés par Khartoum ; leur tort est d'être inscrits dans le territoire du Nord du Soudan, et de ne pas mériter de ce fait l'attention de Washington. Tandis que Lokichoggio au Kenya est devenu le « Las Vegas » de l'humanitaire, les Sud-Soudanais subissent massacres et pillages alternativement des mouvements de rébellion et de l'armée gouvernementale, ou croupissent dans des camps de réfugiés aux frontières des pays voisins, tandis que Khartoum abrite Ben Laden et les troupes d'Al Qaïda, sans que quiconque s'en émeuve à l'extérieur.

C'est paradoxalement le 11 septembre 2001 ainsi que la mise en exploitation de gisements de pétrole importants, qui sauve le régime de Khartoum. Pour ne pas subir le sort de l'Irak ou de l'Afghanistan, Khartoum coopère étroitement avec la CIA tandis que les Chinois exploitent le pétrole et apportent leur protection au régime. Les Etats-Unis s'engagent en effet, derrière le paravent de l'« Intergovernmental Group Against Desertification » devenue « Intergovernmental Authority on Development » (IGAD), dans de longues négociations entre mouvement rebelle et gouvernement de Khartoum : le résultat, acquis avec l'accord de paix global de Naivasha le 9 janvier 2005, est la séparation virtuelle des deux parties du pays, chacune d'entre elles étant livrée aux mouvements totalitaires en guerre depuis vingt ans. L'indépendance acquise en juillet 2011 voit naître un nouvel Etat africain, exsangue, dépourvu de cadres, où l'Onu s'arroge la réalité de l'administration et de la pacification, avec un contingent international déjà présent depuis plusieurs années, et qui compte 12 000 hommes : c'est l'United Nations Mission in Sudan (UNMIS), dont l'efficacité est inversement proportionnelle à son coût. D'un côté, une pléthore d'« experts » novices et ignorants de la réalité sociale et culturelle du pays, chargés de faire appliquer les « mantras » en vogue à New York :

« Peace building, Leadership building, Capacity building », tandis que les vainqueurs ne se préoccupent que de se partager les ministères et les prébendes à Juba, abandonnant le reste du pays à son sort. Les opérations de « Désarmement, Démobilisation et Réhabilitation » ne font qu'ajouter à la confusion, tant la méfiance demeure grande en brousse vis-à-vis de l'armée gouvernementale formée des anciens rebelles. Et les Casques bleus, constitués de contingents et de commandements disparates, grassement payés mais inadaptés au milieu, se gardent bien d'intervenir pour mettre fin aux exactions des uns et des autres.

Or c'était bien pour parer à cette incapacité de la machine onusienne à fonctionner efficacement, que la crise du Darfour, apparue en 2003, avait été confiée à une force interafricaine.

Le déclenchement de cette crise était une conséquence directe des négociations de paix entre le gouvernement de Khartoum et les rebelles du SPLM – la population du Darfour, tout aussi, voire plus déshéritée que celle du Sud – avait demandé à être associée à ces négociations de "paix globale ». Ce qui avait été refusé par Khartoum, par les Américains..et par les Sudistes.

L'Union africaine est encore trop jeune

Une force de 7000 hommes émanant de l'Union Africaine sur mandat du Conseil de sécurité de l'ONU, l'African Mission in Sudan (AMIS) avait donc été déployée à partir de 2004 pour protéger la population civile, les organisations humanitaires et empêcher les affrontements entre forces pro-gouvernementales et rebelles du Darfour. Mais cette force, créée trois ans après la naissance de l'Union Africaine, s'est révélée incapable de mener à bien sa mission. A cela, plusieurs raisons :

- Manque de capacité de l'Union Africaine de gérer une mission de cette envergure, alors qu'elle ne disposait que de 300 fonctionnaires basés à Addis Abeba ;
- Manque de financements promis par les États-Unis et l'Union Européenne ; seule l'Afrique du Sud assumait la solde de ses soldats.
- Manque de cohésion de contingents venus de pays, de langues, de formation, d'équipements différents, sans véritable commandement intégré et sans pilotage politique.
- Collusion de certains pays membres avec le gouvernement soudanais, corruption d'éléments de la hiérarchie militaire et dysfonctionnements du siège d'Addis Abeba qui affectaient le paiement des soldes et par conséquent l'implication des troupes dans leur mission.
- Fin décembre 2007, l'AMIS a finalement été fondue avec une force de l'ONU au sein de l'UNAMID (United Nations African Mission in Sudan), qui devait poursuivre la mission sous Casques bleus, mais avec des soldats africains, toujours aussi peu formés, intégrés et financés. Le résultat de cette opération n'a pas été plus probant et n'a pas empêché le gouvernement soudanais de mener à bien son entreprise de nettoyage ethnique.

Au fond, comme le programme RECAMP du côté français depuis 1994, l'appel aux forces militaires africaines pour gérer les crises du continent n'émane pas d'une volonté africaine de « rendre l'Afrique aux Africains », mais de rassurer les opinions publiques occidentales en épargnant le précieux sang américain ou européen et de réduire le coût de ces opérations. Rien de nouveau donc par rapport aux « tirailleurs sénégalais » du temps de la colonisation, mais un résultat bien en deçà des espérances, faute de formation, de moyens et surtout de guidage politique. L'Union Africaine est encore trop jeune et l'unité africaine trop virtuelle pour obtenir les résultats attendus. Il en va certes différemment de contingents nationaux aguerris comme ceux du Tchad ou du Rwanda, ou bien

correctement structurés et financés comme ceux du Burundi ou de l'Ouganda qui opèrent en Somalie depuis 2007 dans le cadre de l'Union Africaine (AMISOM, African Mission in Somalia), sous mandat du Conseil de Sécurité de l'ONU.

L'histoire s'accélère avec les mobilisations des armées africaines au Mali, puis aujourd'hui en République centrafricaine : les armées africaines sollicitées ne disposent toujours pas du matériel et des moyens financiers requis. Les opérations dans lesquelles elles sont engagées les confrontent à des forces inférieures mais fortement motivées et insaisissables. Les Etats africains peuvent-ils répondre à la demande ou à la carence de l'ONU ? C'est la question qui se pose actuellement en RCA, où la MISCA (Mission internationale de soutien à la Centrafrique), qui a rassemblé 6000 hommes en trois mois – un exploit – et les a déployés dans la partie sensible du territoire – l'Ouest – est néanmoins incapable de faire front face aux milices anti-balaka financées par l'ancien président Bozizé, ou à la Séléka soutenue par le Tchad, lui-même membre de l'opération, qui tiennent le terrain à l'écart des pistes carrossables. Les forces africaines fournies par les pays voisins ont été réparties sur le papier auprès des frontières de leurs pays respectifs, chaque contingent national sécurisant finalement ses frontières avec la RCA. Mais il a fallu séparer les contingents du Rwanda et de la RDC, les deux pays étant en état de quasi-belligérance sur leur propre territoire...